



Greenpeace et le Oakland Institute : Le bail foncier accordé à Herakles n'est pas de bon augure pour le Cameroun

26 novembre, 2013—Greenpeace Afrique et le Oakland Institute déplorent vivement que le gouvernement camerounais ait décidé d'accorder un bail emphytéotique provisoire de trois ans à Herakles Farms pour aménager une plantation de palmiers à huile, dans la région du Sud-Ouest du Cameroun. Par ailleurs, Greenpeace tient à souligner que cette décision vient démentir totalement les assertions du groupe américain, qui affirmait se trouver depuis longtemps en possession de toutes les autorisations nécessaires pour mener à bien ses activités. Le fait que le bail ne soit accordé que maintenant montre bien que le groupe opère dans l'illégalité depuis plus de trois ans.

Ce projet de plantation – qui devait s'étendre à l'origine sur 70 000 hectares, contre environ 20 000 hectares prévus par le bail foncier provisoire – a fait dès le départ l'objet de controverses. Des travaux de déboisement ont été menés en violation de la législation nationale, au mépris de l'opposition farouche de la population locale et au risque de détruire des massifs forestiers situés à la croisée de plusieurs aires protégées et abritant une biodiversité exceptionnelle.

« Bien que le bail porte sur une superficie moindre qu'initialement prévue, le problème n'est pas résolu pour autant, a affirmé Irène Wabiwa, chargée de campagne Forêts pour Greenpeace Afrique. Cette plantation reste toujours le mauvais projet au mauvais endroit, car les conséquences qu'il entraîne pour les forêts et les moyens de subsistance des populations locales restent inacceptables. »

« Le développement opaque et souvent illégal de ce projet laisse présager un véritable danger pour les forêts africaines si l'on continue de donner carte blanche à ce genre d'investissement. »

En octroyant ce bail provisoire, le gouvernement camerounais met à mal les partenariats engagés avec l'Union européenne et l'Allemagne, qui œuvrent de longue date aux côtés des autorités camerounaises pour protéger la biodiversité et promouvoir de bonnes pratiques de gouvernance forestière.

« En prenant cette décision, le gouvernement camerounais se tire une balle dans le pied : il laisse clairement entendre que, sous couvert d'« investissements », les activités illégales bénéficient de l'impunité au Cameroun, voire sont récompensées. Dans cette affaire, les grands perdants seront le gouvernement camerounais lui-

même et les Camerounais », a ajouté Anuradha Mittal, Directrice générale du Oakland Institute.

Les entreprises et les investisseurs du secteur international de l'huile de palme sont de plus en plus nombreux à jeter leur dévolu sur le continent africain. Les projets d'Herakles Farms, s'ils se concrétisent, créeraient un dangereux précédent pour l'aménagement de plantations à grande échelle dans la région.

Il est encore temps pour le gouvernement camerounais de faire un meilleur choix, en mettant fin au projet d'Herakles Farms et en gravant des mesures de protection dans le marbre de la législation nationale, notamment pour le développement de plantations de palmiers à huile.

Greenpeace appelle également les entreprises et les investisseurs du secteur de l'huile de palme à s'engager en faveur de politiques "zéro déforestation" pour protéger les forêts africaines et préserver les ressources de leurs habitants.

Pour en savoir plus :

<http://www.greenpeace.org/france/fr/campagnes/forets/deforestation-afrique/>

et

<http://www.oaklandinstitute.org/herakles-exposed>

Contact presse :

Irene Wabiwa, chargée de campagne Forêts pour Greenpeace Afrique :
irene.wabiwa@greenpeace.org, +23793714286

Anuradha Mittal, Directrice générale du Oakland Institute :
amittal@oaklandinstitute.org, +15104695228

Alexa Phillips, coordinatrice de la communication pour Greenpeace Afrique :
alexa.phillips@greenpeace.org, +44 7799 886741